

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES PRINCIPALES ABRÉVIATIONS.....	IX
AVANT-PROPOS.....	1
INTRODUCTION.....	3
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. LA GENÈSE DU NOUVEAU CODE PÉNAL.....	5
CHAPITRE 1 ^{ER} . LA LOI PÉNALE.....	13
Section 1 ^{re} . Le principe de légalité.....	13
§ 1 ^{er} . Les textes légaux.....	13
§ 2. La portée du principe.....	15
Section 2. L'application de la loi pénale dans le temps.....	18
§ 1 ^{er} . Le principe de la non-rétroactivité de la loi pénale.....	20
§ 2. L'exception : la rétroactivité des lois pénales plus douces.....	21
Section 3. L'application de la loi pénale dans l'espace.....	24
§ 1 ^{er} . Les infractions commises sur le territoire belge : le principe de territorialité.....	25
A. Le principe de l'application de la loi pénale belge et de la compétence des juridictions belges pour les infractions commises sur le territoire belge.....	25
B. L'étendue du territoire national.....	26
C. Les exceptions.....	27
D. La localisation de l'infraction.....	27
§ 2. Les infractions commises en dehors du territoire belge : application de la loi belge aux exceptions prévues par la loi.....	30
Section 4. Les principes d'interprétation de la loi pénale.....	31
§ 1 ^{er} . Le principe de l'interprétation stricte et son corollaire, l'interdiction de l'interprétation analogique.....	32
§ 2. Les autres indications résultant des travaux parlementaires et de la jurisprudence.....	34
CHAPITRE 2. L'INFRACTION.....	37
Section 1 ^{re} . La définition de l'infraction.....	37
§ 1 ^{er} . Les éléments constitutifs de l'infraction.....	37
§ 2. L'élément matériel.....	39
§ 3. L'élément moral.....	41
A. L'élément moral caractérisant les infractions dites réglementaires.....	48
B. Le défaut grave de prévoyance ou de précaution.....	52
C. Le dol général.....	55
D. Le dol spécial.....	61
§ 4. L'élément aggravant.....	64
§ 5. Les classifications des infractions.....	68
A. Suppression de la classification tripartite des infractions et du mécanisme de la correctionnalisation.....	68
B. La distinction entre les infractions politiques, les délits de presse et les autres infractions.....	71
1. L'infraction politique.....	71
a. La définition au sens de l'article 150 de la Constitution.....	72
b. La notion d'infraction politique en droit extraditionnel.....	73
2. Le délit de presse (infraction de presse).....	75
C. La distinction entre les infractions instantanées, continues et d'habitude.....	79
1. Les définitions.....	80
a. L'infraction instantanée.....	80

Table des matières

b. L'infraction continue.....	81
c. L'infraction d'habitude	81
2. L'incidence de la distinction	81
D. La suppression de la notion d'infraction collective (concours d'infractions par unité d'intention).....	82
E. La suppression de la notion de délit sur plainte	83
Section 2. La tentative punissable	84
§ 1^{er}. La tentative punissable.....	84
A. Notion.....	85
B. Les conditions de la tentative punissable.....	86
1. La résolution de commettre une infraction intentionnelle	86
2. Un commencement d'exécution	87
3. L'absence de désistement volontaire.....	90
C. La répression de la tentative	93
§ 2. La répression de la provocation à commettre une infraction.....	94
Section 3. Les causes de justification.....	96
§ 1^{er}. Généralités.....	96
§ 2. L'ordre ou l'autorisation de la loi	100
§ 3. L'ordre légal de l'autorité.....	102
§ 4. L'état de nécessité.....	103
A. Notion.....	104
B. Les conditions	105
1. La sauvegarde d'un droit ou d'un intérêt supérieur (principe de proportionnalité).....	105
2. Le caractère grave, imminent et certain de la mise en péril du droit ou de l'intérêt menacé	107
3. Le principe de subsidiarité	107
4. Le caractère involontaire ou imprévisible de la situation	107
§ 5. La légitime défense	109
A. Notion.....	109
B. Les conditions.....	112
1. Les conditions d'ouverture du droit à la légitime défense	113
a. L'existence d'une agression illégitime	113
b. L'agression doit être dirigée contre une personne.....	113
c. L'agression doit être grave.....	114
d. L'agression doit avoir un caractère actuel.....	114
e. L'absence de toute alternative (principe de subsidiarité)	115
2. Les conditions d'exercice du droit à la légitime défense	115
a. La défense doit être proportionnelle.....	115
b. Les actes de défense doivent être nécessaire et posés dans une volonté de se défendre.....	116
C. La faute préalable de l'agent.....	116
D. L'incidence de l'erreur d'appréciation de l'agent.....	117
§ 6. La résistance légitime aux abus de l'autorité	118
A. Notion	118
B. Les conditions.....	119
§ 7. L'incidence du consentement de la victime sur le caractère illicite du comportement	121
CHAPITRE 3. L'AUTEUR DE L'INFRACTION	123
INTRODUCTION	123
Section 1^{re}. La qualité d'auteur et la participation punissable.....	124
§ 1^{er}. Le principe de responsabilité pénale individuelle	124

§ 2. La définition de la qualité d'auteur	125
§ 3. La responsabilité des personnes morales	128
§ 4. La participation punissable.....	133
A. Généralités.....	133
B. La suppression de la distinction entre (co-)auteurs et complices.....	135
C. Les conditions de la participation punissable	137
1. L'existence d'une infraction ou d'une tentative punissable.....	137
2. La volonté de contribuer à la commission de l'infraction	138
3. Une contribution significative à la commission de l'infraction	141
4. L'accomplissement d'un des actes de participation prévus par la loi	142
a. Ceux qui participent directement à l'exécution de l'infraction	143
b. Ceux qui facilitent la préparation ou l'exécution de l'infraction	143
c. Ceux qui provoquent directement à la commission de l'infraction ..	144
d. Ceux qui ont par leur inaction encouragé ou facilité directement la commission de l'infraction.....	145
e. Ceux qui procurent aide ou assistance à l'auteur après l'infraction s'ils se sont concertés préalablement à ce propos.....	148
D. La répression de la participation punissable	149
E. L'imputation des éléments aggravants et des facteurs aggravants aux auteurs et participants	149
1. La distinction entre les éléments ou facteurs aggravants objectifs et ceux subjectifs	150
2. L'imputation des éléments aggravants ou des facteurs aggravants objectifs aux auteurs et aux participants	150
Section 2. Les causes d'exemption de culpabilité	154
§ 1 ^{er} . Généralités.....	154
§ 2. La force irrésistible.....	156
§ 3. L'erreur invincible	159
Section 3. Les causes de non-imputabilité.....	163
§ 1 ^{er} . Généralités.....	163
§ 2. Le trouble mental.....	164
A. La cause de non-imputabilité	165
B. Les conséquences de l'admission de la cause de non-imputabilité.....	168
§ 3. La minorité.....	173
1. En matière de roulage.....	174
2. Le dessaisissement	175
a. Le régime prévu par l'article 57bis de la loi du 8 avril 1965.....	175
b. Le régime prévu par l'article 125 du Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse de la Communauté française	177
c. Le régime prévu par l'article 38 du décret flamand	179
d. Le régime prévu par l'article 89 de l'ordonnance bruxelloise	180
e. Le régime prévu par l'article 84 du décret germanophone.....	182
CHAPITRE 4. LES PEINES.....	185
Section 1 ^{re} . Les généralités	190
§ 1 ^{er} . Les objectifs de la peine.....	190
A. Généralités.....	191
B. Les objectifs de la peine retenus par le législateur.....	192
1. L'abandon de la fonction de rétribution	192
2. La peine comme rappel de l'interdit légal	195
3. La promotion de la restauration de l'équilibre social et la réparation du dommage causé par l'infraction	195

Table des matières

4. La visée de réhabilitation et de réinsertion sociale de l'auteur	196
5. La protection de la société	198
C. L'absence de disproportion entre la peine et l'infraction.....	198
D. Une volonté de limiter les effets contre-productifs de la peine.....	199
E. L'emprisonnement qualifié d'ultime recours.....	199
F. Un premier pas vers une justice restauratrice	202
§ 2. Les facteurs aggravants.....	204
A. La notion de facteur aggravant	204
B. Le mobile discriminatoire : un facteur aggravant applicable à toutes les infractions	205
C. Les autres facteurs aggravants dans le livre II	208
§ 3. Les circonstances atténuantes.....	208
§ 4. Le rapport d'information.....	210
§ 5. L'avis spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels ou terroristes	212
Section 2. Les causes d'excuse	213
§ 1^{er}. Notion	213
§ 2. Les causes d'excuse prévues dans le livre I^{er} du Code pénal.....	215
A. La cause d'excuse de l'excès de légitime défense	215
B. L'excuse de minorité	218
§ 3. Les autres causes d'excuse prévues dans le livre II du Code pénal	219
A. Les causes d'excuse d'exemption de peine	220
B. Les causes d'excuse atténuantes.....	220
Section 3. Les peines applicables aux personnes physiques.....	224
§ 1^{er}. Les peines principales applicables aux personnes physiques (article 36) ..	224
A. La peine de niveau 8.....	225
B. La peine de niveau 7	226
C. La peine de niveau 6.....	226
D. La peine de niveau 5.....	227
E. La peine de niveau 4.....	228
F. La peine de niveau 3.....	228
G. La peine de niveau 2.....	229
H. La peine de niveau 1.....	230
§ 2. Les peines accessoires applicables aux personnes physiques (article 37) ..	232
Section 4. Les peines applicables aux personnes morales	233
§ 1^{er}. Les peines principales applicables aux personnes morales (article 38)	233
A. Les peines de niveaux 8 à niveau 3 (personnes morales).....	233
B. La peine de niveau 2 (personnes morales)	234
C. La peine de niveau 1 (personnes morales)	235
§ 2. Les peines accessoires applicables aux personnes morales (article 39)	236
§ 3. Les peines applicables à certaines personnes morales de droit public.....	236
Section 5. Les peines privatives de liberté.....	237
§ 1^{er}. L'emprisonnement.....	237
§ 2. Le traitement sous privation de liberté (à partir du 1^{er} janvier 2035).....	239
A. Notion.....	239
B. Les conditions.....	240
C. Le prononcé de la peine.....	243
D. L'exécution de la peine.....	245

Section 6. Les peines restrictives de liberté	247
§ 1^{er}. La peine de surveillance électronique	247
A. Notion.....	247
B. Les conditions.....	249
1. Le champ d'application	249
2. Le consentement éclairé du prévenu	250
C. Le prononcé de la peine.....	251
D. L'exécution de la peine.....	253
§ 2. La peine de probation	254
A. Notion.....	254
B. Les conditions	255
C. Le prononcé de la peine.....	256
D. L'exécution de la peine.....	259
§ 3. La peine de travail	260
A. Notion.....	260
B. Les conditions.....	262
C. Le prononcé de la peine.....	263
D. L'exécution de la peine.....	265
§ 4. Le suivi prolongé (à partir du 1^{er} janvier 2035)	266
A. Notion.....	267
B. Les conditions.....	268
C. Le prononcé de la peine.....	270
D. L'exécution de la peine.....	271
§ 5. A titre transitoire, la mise à disposition du tribunal de l'application des peines	274
A. Notion.....	275
B. Le champ d'application	276
C. La durée et l'exécution de la peine	277
§ 6. La déchéance de certains droits civils et politiques	278
§ 7. L'interdiction professionnelle	280
§ 8. La déchéance du droit de conduire	283
§ 9. L'interdiction de résidence, de lieu ou de contact	285
Section 7. La condamnation par déclaration de culpabilité	286
Section 8. Les peines patrimoniales	288
§ 1^{er}. L'amende	288
A. L'amende comme peine principale.....	289
B. L'amende comme peine accessoire	289
C. La détermination du montant de l'amende et des modalités de paiement.....	290
§ 2. La confiscation	292
A. Notion.....	292
B. Les choses confiscales	294
1. Les choses formant l'objet de l'infraction lorsque la propriété en appartient au condamné.....	295
2. Les choses qui ont servi ou qui ont été destinées à la commettre lorsque la propriété en appartient au condamné	295
3. Les choses qui ont été créées par l'infraction	296
4. Les avantages patrimoniaux tirés de l'infraction, les biens et les valeurs qui leur ont été substitués et les revenus de ces avantages investis	296
C. La confiscation par équivalent.....	298
D. La confiscation d'immeubles.....	299
E. La règle de partage de la preuve.....	300

Table des matières

F. Le pouvoir de modération du juge	300
G. La confiscation de biens situés à l'étranger	301
H. Les droits des tiers	301
§ 3. La confiscation élargie.....	302
§ 4. La peine pécuniaire fixée en fonction du profit escompté ou obtenu de l'infraction.....	305
Section 9. Les peines spécifiques applicables aux personnes morales	307
§ 1^{er}. La peine de prestation en faveur de la communauté	307
§ 2. L'interdiction d'exercer une activité relevant de l'objet	310
Section 10. Les autres peines.....	311
§ 1^{er}. La publication de la décision de condamnation.....	311
§ 2. La fermeture d'établissement	312
Section 11. La fixation de la peine	313
§ 1^{er}. La récidive	313
A. Généralités.....	313
B. La récidive générale prévue dans le livre I ^{er} du Code pénal	317
1. Le maintien de la récidive générale dans le livre I ^{er} du nouveau Code pénal.....	317
2. La récidive obligatoire et perpétuelle	319
3. La récidive facultative et temporaire	319
§ 2. Le concours d'infractions.....	321
A. Généralités.....	321
B. Le concours constitué d'un seul fait	322
C. Le concours constitué de plusieurs faits	323
1. Première hypothèse : l'absorption en cas de prononcé d'une peine de niveau 8, 7 ou 6	324
2. Deuxième hypothèse : le jugement simultané d'un concours d'infractions punies ou punissables d'un niveau 5 ou inférieur.....	325
3. Troisième hypothèse : le jugement non simultané d'un concours d'infractions punissables d'un niveau 6 ou inférieur.....	328
4. Quatrième hypothèse : le juge saisi en dernier lieu n'était pas au courant de la situation de concours.....	329
5. Cinquième hypothèse : le concours avec une condamnation dans un autre État membre de l'Union européenne	330
§ 3. La prise en compte de la détention préventive dans la peine	330
Section 12. La suspension et le sursis	331
§ 1^{er}. La suspension du prononcé de la condamnation	331
A. Notion.....	332
B. Les conditions	334
C. Le délai d'épreuve et la révocation de la mesure.....	335
§ 2. Le sursis.....	336
A. Notion et champ d'application.....	336
B. Les conditions de la mesure de sursis probatoire.....	339
C. Le délai d'épreuve et le contrôle des conditions.....	341
D. La révocation.....	341

CHAPITRE 5. LES DISPOSITIONS CIVILES ET LES MESURES DE SÛRETÉ.....	345
§ 1 ^{er} . La responsabilité civile du paiement d'une peine patrimoniale.....	345
§ 2. La question des restitutions et des dommages et intérêts	346
§ 3. La condamnation solidaire aux frais	350
§ 4. L'ordre de priorité en cas d'insuffisance des montants récupérés chez le condamné.....	350
§ 5. La confiscation à titre de mesure de sûreté	351
§ 6. La dissolution de la personne morale.....	353
§ 7. L'indignité successorale	354
CHAPITRE 6. L'EXTINCTION ET LA PRESCRIPTION DES PEINES ET DES CONDAMNATIONS CIVILES.....	355
§ 1 ^{er} . L'extinction des peines par le décès du condamné.....	355
§ 2. La prescription de la peine.....	356
A. Le point de départ du délai de prescription.....	357
B. Les délais de prescription	357
C. L'interruption de la prescription.....	358
D. La suspension de la prescription.....	359
§ 3. La prescription des condamnations civiles	359
CHAPITRE 7. DISPOSITIONS DIVERSES	361
§ 1 ^{er} . Les effets des condamnations prononcées dans un autre État de l'Union européenne.....	361
§ 2. L'application des dispositions du livre I ^{er} au livre II et aux lois particulières.....	362
§ 3. Le mécanisme de conversion en cas de non-adaptation des lois particulières aux dispositions du nouveau livre I ^{er}	365
A. La conversion des peines principales criminelles et correctionnelles	366
B. La dépenalisation des contraventions	369
C. La détermination du montant de l'amende prévue comme peine accessoire et l'application des autres peines accessoires	370
D. La tentative.....	371
E. La participation.....	372
F. L'application des circonstances atténuantes	372
G. La traduction du renvoi à certaines notions du droit ancien.....	372
CHAPITRE 8. L'APPLICATION DANS LE TEMPS DES DISPOSITIONS DU NOUVEAU CODE PÉNAL.....	375
§ 1 ^{er} . La date d'entrée en vigueur des dispositions du nouveau Code pénal	375
§ 2. L'application rétroactive du nouveau Code pénal dans la mesure où il supprime certaines incriminations ou en restreint le champ d'application	376
§ 3. L'application dans le temps des dispositions relatives aux causes de justification, aux causes d'exemption de culpabilité, aux causes de non- imputabilité et aux causes d'excuse.....	376
§ 4. L'application dans le temps des règles relatives à la tentative punissable	378
§ 5. L'application dans le temps des règles relatives à la participation punissable.....	378
§ 6. L'application dans le temps des règles relatives à la récidive	379
§ 7. L'application dans le temps des règles relatives aux concours d'infractions	380
§ 8. La non-rétroactivité des nouveaux éléments aggravants ou facteurs aggravants	381

Table des matières

§ 9. La non-rétroactivité de principe des peines nouvellement créées	382
§ 10. La rétroactivité des dispositions plus favorables concernant les peines	383
§ 11. La non-rétroactivité de la suppression de la possibilité d'ordonner la suspension probatoire du prononcé de la condamnation	383
§ 12. Les nouvelles peines principales prévues dans le nouveau livre II	384
A. Les peines principales prévues pour les crimes antérieurement non correctionnalisables	384
B. Les peines principales prévues pour les crimes antérieurement correctionnalisables	384
C. Les peines principales prévues antérieurement pour les délits.....	386
D. Les peines prévues pour les contraventions.....	386
§ 13. Les peines accessoires : comparaison peine par peine	386
§ 14. Les peines prévues par les lois particulières	386